

À Ris-Orangis, la politique anti-Roms du PS

Médiapart

Par **Carine Fouteau**

De l'extérieur, le campement est invisible. À Ris-Orangis, en direction de Grigny, dans l'Essonne, la nationale 7 traverse une zone périurbaine banale. Un Lapeyre, une Halle aux chaussures, un Truffaut, un restaurant La criée. Non loin, la cité de la Grande Borne.

En bordure d'un bosquet coincé entre une zone en construction et une bretelle de voie rapide, une publicité géante annonce une friterie KFC à deux minutes en voiture. En face, un panneau d'affichage propose de "Devenir éco-proprétaire". À cet endroit, mis à part une camionnette blanche stationnée, rien ne signale la présence d'un lieu de vie. Les automobilistes roulent vite, ils n'ont aucune raison de s'arrêter.



L'entrée, bloquée par la mairie, du campement de Ris-Orangis sur la N7, le 16 octobre 2012.

C'est dans ce taillis, excentré, hors voisinage, que résident des familles roms. La plupart y ont trouvé refuge après les expulsions à répétition qu'elles ont vécues ces derniers mois. Le refuge est précaire et la menace incessante. La veille du reportage, des blocs de pierre ont été amassés pour bloquer l'entrée du terrain. Un bulldozer est venu décharger sa cargaison pour

entraver le passage. Sur ordre de la mairie socialiste, dans un département présidé par un socialiste, sous l'impulsion d'un ministre de l'intérieur socialiste. Neuf jours auparavant, deux adolescentes du campement avaient été embarquées au commissariat alors qu'elles étaient allées chercher de l'eau à la bouche d'incendie à proximité. Le vol d'eau constitue-t-il un délit en France ?

Les familles, une centaine de personnes au total, se disent harcelées quasi quotidiennement par les services de la municipalité et les policiers. Elles ne savent plus à quel saint se vouer. Chassées, houspillées, elles sont en train de craquer, mais comme elles n'ont nulle part où aller, elles survivent tant bien que mal dans ce bidonville à l'abri des regards.

Les cabanons apparaissent au bout du chemin boueux. Il fait froid, ce mardi d'octobre, le ciel est dégagé. Mais les chaussures s'enfoncent malgré tout. Pas de caravanes comme celles, fatiguées, du campement de Moulin-Garant, à Ormoy, au sud du 91 aux abords de l'A6. Les maisonnettes sont faites en planches en contre-plaqué, recouvertes sur le toit de bâches en plastique pour isoler de la pluie, et tapissées à l'intérieur de tissus de toutes sortes pour conserver la chaleur.



Le même jour dans le campement.

Une vingtaine de cahutes. L'un des chefs de famille – il demande qu'on l'appelle Umberto de peur des représailles – a ouvert sa porte. Plusieurs habitants se sont regroupés pour évoquer les dernières péripéties avec Serge Guichard, coordinateur de l'Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines rroms (ASEFRR), qui leur rend visite dès que possible : *« Ça n'arrête plus. Ils sont venus il y a quatre jours pour nous dire de sortir les voitures. Hier, ils ont apporté les pierres, des gros cailloux difficiles à bouger, ils les ont mis là devant chez nous. Quelqu'un de la mairie a dit qu'un jour ils viendraient tout casser. Et ce matin, ils sont passés pour compter les baraques. »*

“Ils” désigne indistinctement les fonctionnaires municipaux et ceux de la police nationale que les Roms finissent par reconnaître et craindre. Enfermés dehors, voilà ce qu'ils ressentent. *« Ils nous prennent pour des moins que rien »,* regrette Umberto dans un français fluide appris

en Roumanie, son pays d'origine

Occupé illégalement, le terrain, pour lequel aucune procédure de justice d'évacuation n'a été engagée, appartient au Conseil général. L'absence de projet sur ce périmètre devrait rassurer ses résidents, mais, non, le message est passé et la question récurrente, celle de l'extrême précarité, revient : « *On fait quoi, on va où ?* » Comme la plupart des 15 000 Roms vivant en France, dont 1 000 recensés en Essonne, Umberto ne se définit pas comme nomade, il aspire à un logement et un travail fixes.

À la différence de certains endroits, où, pour des raisons d'hygiène et de sécurité, des raccords à l'eau et à l'électricité sont prévus et des sanitaires installés, tout semble fait à Ris-Orangis pour rendre la vie littéralement impossible à ces citoyens européens considérés comme trop miséreux pour bénéficier des mêmes droits que les autres ressortissants de l'UE. Tout semble organisé pour les faire fuir d'une manière ou d'une autre.

Sécurité, santé, logement, petite enfance, scolarisation, les politiques publiques conduites par la municipalité, le conseil général et l'État sont imbriquées au point qu'elles apparaissent globalement opaques et hostiles aux yeux des occupants.

«Ils ne m'ont pas laissé parler, j'ai dû payer en liquide»

Maire PS de la ville depuis 1995, Thierry Mandon, porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, se veut sans états d'âme. « *C'est se donner bonne conscience à peu de prix que de demander qu'on soit clément et qu'on tolère ces campements insalubres* », déclare-t-il à ses électeurs dans un [édito récent de la gazette municipale](#).

Pour lui, cela ne fait pas l'ombre d'un doute, « *le terrain est occupé illégalement, les gens doivent être expulsés, on ne peut pas accepter que des bidonvilles s'installent comme ça* ». Interrogé par Mediapart, il n'envisage aucune alternative, même temporaire. Outre le respect de la propriété, il évoque la dangerosité du lieu, liée à la densité de la circulation sur la nationale et sur la bretelle et la proximité des voies du RER D. « *Il n'y a pas si longtemps, des enfants se sont retrouvés sur la voie. Le RER a dû s'arrêter ! Au final, ce train a eu 25 minutes de retard !* » s'exclame-t-il.



Une femme devant

son cabanon, le 19 octobre. © Serge Guichard.

Le blocage de l'entrée, il en assume la responsabilité. *« Cette implantation est hyper-dangereuse, une fois où j'étais allé sur place, un camion qui sortait du terrain a failli entrer en collision avec une voiture »*, indique-t-il. Les risques d'accident ne sont pas à exclure, mais une distance de trois à quatre mètres sépare toutefois la sortie de la voie rapide, ce qui laisse au conducteur la possibilité de s'avancer et d'attendre le moment adéquat pour s'insérer dans la file, d'autant qu'à cet endroit la route est rectiligne et la vue dégagée.

« Le département a engagé le référé, ça y est la procédure est lancée », se félicite-t-il. *« C'est faux, rétorque Agnès Moutet-Lamy, directrice de cabinet de Jérôme Guedj, président du conseil général. Ce terrain fait partie de ce qu'on appelle des "délaissés de voirie". Aucune procédure n'est engagée, aucun projet n'est programmé. »*

Entre la mairie et le conseil général, le courant ne passe pas toujours. Tendance aile gauche du PS, Jérôme Guedj se veut plus conciliant que son collègue. *« Par principe, on évite les évacuations des terrains dont on est propriétaire »*, indique Agnès Moutet-Lamy, avant d'ajouter, rejoignant la ligne de la mairie, que *« par principe aussi, on refuse les raccords à l'eau et les sanitaires parce que sinon ce serait cautionner des installations illégales parfois accompagnées de pratiques mafieuses »*.

« Comme le prévoit la circulaire interministérielle, on examine les possibilités de relogement famille par famille en amont », poursuit-elle, tout en admettant que le campement de la N7 n'a pas encore fait l'objet de réunion préfectorale car son *« identification est récente »* et que la *« priorité »* va aux lieux en instance d'expulsion.



Lors du blocage de la première entrée, le 31 juillet. © SG

Déterminée à accélérer le mouvement pour se débarrasser de ce campement, la mairie de Ris-Orangis n'en est pas à son coup d'essai avec le dépôt de pierres. Fin août, une première entrée avait été obstruée avec des gravats. Des femmes avaient alors été vues, transportant un landau d'une main, tenant un bébé de l'autre, manquant tomber à tout instant.

Pour éviter d'avoir à escalader ces talus, les Roms se sont dégagé un chemin. Mais l'espace ouvert est insuffisant pour laisser entrer les véhicules. Umberto, jean clair et tee-shirt imprimé Primal Legend, est ferrailleur. Sa camionnette est son outil de travail. À bord, expert en raccourcis, il sillonne le département à la recherche de chantiers ou d'encombrants : « *Sans voiture, je ne peux rien faire. J'y entasse les métaux que je récupère. Je les amène ensuite au campement, c'est là que je les travaille et les trie. Quand le coffre est plein, je les apporte aux ferrailleurs de la N7, en ce moment c'est 14 centimes le kilo...* » En moyenne, il retire 400 à 600 euros mensuels de son activité au noir. Comme tous les Roumains et les Bulgares, il ne dispose pas des mêmes droits au travail que les autres Européens, ce qui exclut de son champ la plupart des emplois légaux.

Il ne peut plus se garer dans le campement ; le stationnement à proximité lui est tout aussi interdit. Il vient d'en faire l'expérience : « *Les policiers m'ont arrêté, là devant, il y a trois semaines. J'ai dû payer en espèce 160 euros d'amende pour avoir roulé sur le trottoir et pour un phare soi-disant fêlé, et 122 euros à la dépanneuse pour qu'elle n'emporte pas la camionnette.* » « *Ils ne m'ont pas laissé parler, j'ai dû payer en liquide* », insiste-t-il preuves à l'appui. Ces assauts sont vécus comme de l'intimidation : « *Ils sont racistes, ils en ont après nous.* »

Ce type de PV, 100 euros par-ci, 200 euros par-là, pour un pneu de vélo non conforme ou une lumière défectueuse, paraît se multiplier en Essonne ces derniers temps, selon plusieurs témoignages de militants associatifs. « *Il n'y a aucune instruction pour verbaliser en particulier cette population* », se défend Thierry Mathé, commissaire central d'Évry chargé de superviser la zone. « *Ils se sentent harcelés ? Mais il faut quand même rappeler qu'ils occupent de manière illégale le terrain d'autrui et qu'ils sont à l'origine de nuisances,*

affirme-t-il. *Quand des policiers sont passés la dernière fois, c'était pour les compter. Ces opérations de recensement, à la demande de la préfecture, sont purement administratives. »*

« Ils nous ont dit que c'est interdit de voler l'eau »

Tout en parlant, cigarette à la bouche, Umberto remet une bûche dans le poêle à bois, allumé toute la journée depuis quelques jours. Reliée à un conduit vertical transperçant le plafond, la cheminée fixée sur le toit crache en continu une fumée à l'odeur évoquant les ruelles des pays pauvres. À l'intérieur, sans électricité, la nuit tombe vite. La lumière ne filtre qu'au travers de deux ou trois ouvertures, conçues comme des fenêtres, du plastique transparent à la place des carreaux. Les battements de la porte produisent des effets de clair-obscur réguliers. Tout est calfeutré, des coussins aux couleurs vives sont posés sur les lits, les trous aux murs sont bouchés, le sol est recouvert de morceaux de moquettes et de tapis ornés d'arabesques. Mais cela ne suffit pas à assurer l'étanchéité si bien qu'une humidité persistante envahit l'unique pièce.



À l'intérieur, le poêle à bois brûle en continu, le 16 octobre.

« D'un coup, il s'est mis à faire froid, quelques degrés au-dessus de zéro, il faut chauffer pour ne pas geler », dit Umberto comme pour se justifier. *« Les policiers qui sont venus ce matin nous ont menacés : "Si on voit de la fumée, on casse tout." Et nous comment on fait ? On meurt de froid ? »*

Dans la bicoque, 4 mètres sur 5, les allées et venues des voisins sont ininterrompues. La porte s'ouvre et se ferme, les uns et les autres se saluent, conversent et repartent. Les enfants sont à peine rentrés de l'école, pour ceux tout du moins qui sont scolarisés. Ils vont et viennent eux aussi, s'assoient sur les genoux, jouent dehors à chat perché dans un caddie. Un vieux monsieur, béret vissé sur la tête, fait son entrée, de retour de la gare du Nord, où il faisait de la musique. Arrêté par la police, il vient de se voir délivrer une obligation de quitter le territoire (OQTF).

Umberto débouche une bouteille d'eau pour préparer le café. Sur une table basse en bois, sa femme a disposé, dans une assiette dorée, des parts de gâteau « *de là-bas* » qu'elle sort d'un

placard entourés d'un papier d'argent. Petits et grands, tous les invités se servent, installés sur les deux lits qui font office de canapé le jour. Daniela se rassoit dans une sorte de fauteuil de bureau, récupéré comme le reste du mobilier, dont une gazinière à l'ancienne et un module de cuisine en formica. L'économie de l'essentiel, tout est rangé au millimètre près, aucune place perdue, rien de superflu. Des vêtements sont suspendus au mur, des sacs aussi, un petit écran de télé et quelques décorations.

Entourée de ses trois filles, Umberto pivote sur son tabouret pour les présenter. La plus grande, Sorina, 12 ans, veste en skaiï, natte noire, lui a valu une sacrée frayeur deux dimanches de cela. Le commissariat l'a appelé pour qu'il vienne la récupérer. *« Qu'avait-elle fait ? Je me suis posé la question »*, dit-il en la regardant. Elle prend le relais, et raconte ce qui s'est passé. Comme chaque jour, plusieurs fois par jour, elle s'est rendue à la borne d'incendie en bordure de la N7 à 150 mètres de là. Accompagnée d'une autre jeune fille, elle portait ses bidons quand les policiers les ont arrêtées et emmenées au poste, *« ils nous ont dit que c'est interdit de voler l'eau »*.



Dans le coin cuisine.

Interrogé sur cet événement, Thierry Mandon déclare *« ne pas croire une seconde à cette histoire »*. Questionné à son tour, le commissaire répond d'abord qu'il n'en a pas entendu parlé, que cela ne doit pas être majeur, mais que *« s'il y a vol d'eau, il y a vol d'eau »*. Information prise auprès de ses services, il confirme, tout en modifiant le motif : *« Les deux jeunes filles étaient en train de bidouiller la bouche d'incendie. Pour l'ouvrir, il faut une clef spéciale dont elles ne disposent pas, elles risquaient de casser le matériel. Comme elles étaient dépourvues de pièce d'identité, elles ont été effectivement conduites au commissariat et remises à leurs parents. »*

Pour être légale, l'interpellation de mineurs doit se fonder sur un flagrant délit ou un délit sur le point d'être commis. Son fondement, dans le cas présent, est douteux, aucun des résidents du campement n'ayant intérêt à ce que l'unique source d'eau potable aux alentours soit détruite.

Quel que soit le prétexte, la manœuvre, du point de vue des forces de l'ordre, a réussi. « *J'ai eu peur, très peur, témoigne Sorina. Et maintenant, tous les autres enfants ont peur aussi, surtout que les policiers percent les bidons.* » Sa mère est venue la chercher, accompagnée d'un militant de l'association locale. Son père l'aide à traduire. Sorina a subi plusieurs expulsions qui l'ont contrainte à interrompre plusieurs fois sa scolarité. La demande d'inscription au collège du coin est en cours de traitement, d'après ce que le responsable de l'établissement indique à la famille.

Ses deux petites sœurs se sont, elles, vu refuser toute inscription à Ris-Orangis. « *Les services de la mairie nous ont dit "non, ce n'est pas possible, vous n'êtes pas installés sur un terrain qui vous appartient et de toutes façons vous allez être expulsés bientôt"* », indique Umberto, qui répète, pour contrer les clichés sur les Roms, qu'il tient à ce que ses enfants aillent à l'école et qu'il a effectué les démarches nécessaires. « *On ne refuse pas la scolarisation, conteste Thierry Mandon, mais on leur demande un minimum de choses comme la date de naissance de l'enfant, un certificat de naissance et un état de vaccination. Et ça, ils ne l'ont pas.* » L'argument tombe cependant de lui-même, le conseil général ayant organisé une campagne de vaccination sur le campement et ces enfants ayant été scolarisés ailleurs.

Accompagnées d'un de leur parent, Florina, 5 ans, et Alicia, 6 ans, prennent donc tous les jours le RER pour aller à l'école maternelle à Viry-Châtillon, là où la famille vivait auparavant. « *Les maîtresses sont très gentilles, heureusement* », dit-il.

« J'ai demandé des poubelles et des sacs, mais rien, ils ont refusé »

Ces démêlés avec les pouvoirs publics angoissent Umberto : « *Je me lève à 6 heures, je fais le chauffage, je réveille les filles, je leur donne leurs vêtements et à manger. À 8 heures moins 10, on est à la gare de Ris-Orangis. Après je vais travailler, je m'occupe du bois pour le poêle pendant que ma femme va faire les courses. On dîne tard, et, le soir, on regarde BFM ou des films à la télé. Dès que je quitte le campement, j'ai peur d'être contrôlé. Maintenant qu'on ne peut plus rentrer les voitures, j'ai peur qu'ils me prennent ma cargaison quand je la transporte.* »

Sa préoccupation et sa défiance sont telles qu'il ne fait plus confiance à personne. « *Le docteur est passé l'autre jour pour faire des vaccins. Peut-être qu'il va demander un arrêté municipal ?* » s'interroge-t-il.



Devant une des

baraques, le 16 octobre.

Dehors, entre les cabanons, les débris jonchent le sol, de la boue entremêlée de sciure, de plastique, de tissu et de restes en tout genre. Umberto est gêné. Pourtant, là non plus il ne peut pas compter sur le soutien de la commune : *« J'ai demandé des poubelles et des sacs, mais rien, ils ont refusé. »*

« Je ne refuse pas », s'énerve le maire. « C'est vrai que des poubelles, ils n'en ont pas. Mais des bennes, on en apporte de temps en temps. Les poubelles, ils les font brûler pour cuire leurs trucs. Ils les font brûler comme combustible quand le bois est humide. Je ne suis pas sûr que la viande cuite avec le plastique fondu soit recommandée par la Commission européenne », ironise-t-il.

« On n'a pas le choix, on va acheter des sacs nous-mêmes et on les disposera en tas le long de la nationale », prévient Umberto, en référence à une action menée au campement de Moulin-Galant, à la suite de laquelle la municipalité a dû aider à débayer. Côté conseil général, Agnès Moutet-Lamy assure qu'elle a demandé à la communauté d'agglomération d'approvisionner le campement en poubelles que le département est prêt à prendre en charge.

Souci permanent, la propreté revient comme un leitmotiv. *« Quand il pleut trop, dit Umberto, les filles ratent l'école. Elles seraient trop mouillées, elles n'ont pas les vêtements pour ça et c'est tellement boueux qu'elles arriveraient toutes sales en classe. Les autres se moqueraient d'elles. »*

Les baskets à scratches d'Alicia et Florina, tee-shirts manches courtes, manches longues superposées, sont immaculées. Toutes blanches, comme neuves. *« On a plusieurs paires pour chaque occasion. Il faut en acheter souvent, cela coûte cher », dit-il.* Sa femme évoque les gestes quotidiens à démultiplier pour compenser l'absence d'eau courante. Quatre à dix bidons par jour, selon leur taille, pour se laver, préparer les repas, faire la vaisselle, nettoyer la maison. Elle frotte ses mains l'une contre l'autre, pour illustrer son propos, et explique que ces tâches supposent de la méthode et de l'organisation. Son intérieur est impeccable, le balai posé à côté du poêle.



Vers l'entrée du campement.

La saleté est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles la famille a quitté l'hôtel social où elle a été logée après l'expulsion, en janvier 2012, de l'ancienne gendarmerie squattée à Viry-Châtillon. « *La moquette, la douche, tout était dégoûtant, il n'y avait pas de lumière, tout était abîmé, mes enfants sont tombés malades* », indique Daniela. Elle ajoute qu'une chambre ne constitue pas un lieu de vie, qu'elle n'était pas autorisée à faire la cuisine, que les enfants se faisaient gronder dès qu'ils faisaient du bruit et qu'elles ne pouvaient pas laver les vêtements.

« *Ça a coûté 3 000 euros par mois pendant six mois. J'ai demandé à l'assistante sociale pourquoi cet argent n'était pas utilisé différemment. Dix familles ensemble, cela fait 180 000 euros. C'est assez pour acheter un terrain quelque part* », calcule Umberto. Lui a vécu cette parenthèse comme un exil. L'hôtel était situé à Villemomble, en Seine-Saint-Denis, près du Raincy. Les repères qu'il avait mis plusieurs années à construire en Essonne étaient brouillés. « *Pour travailler, c'était très difficile. Je ne connaissais personne là-bas, je n'y avais pas d'amis. Le 91, c'est différent, je connais, je sais où aller, j'ai des contacts* », explique-t-il.

Les efforts d'insertion sont cassés à chaque évacuation. Son microcosme socio-économique s'écroule. Tout est à refaire. Cela vaut pour le logement, le travail, l'école, mais aussi pour la santé. L'instabilité forcée rend aléatoire l'établissement de liens avec la médecine de ville préventive. En cas de maladie, Umberto et sa famille n'ont d'autre choix que de se diriger vers les urgences des hôpitaux publics, une trajectoire allant à l'encontre de toute logique économique et sanitaire. Alors qu'ils en auraient droit, ils ne touchent pas l'Aide médicale d'État, accessible aux personnes en situation irrégulière sur le territoire depuis plus de trois mois. « *J'achète les médicaments au prix fort, en liquide, dit-il, et parfois l'association en donne.* »

« *Pour les Roumains, y a rien, pas de travail, pas de terrain, pas de médecin* », résume-t-il. Pas de quoi troubler Thierry Mandon qui honnit « *cette bien-pensance* » refusant de voir, selon lui, que non seulement « *ces gens rejettent les nuits d'hôtels qu'on leur propose* » mais aussi qu'« *ils commettent des vols à la tire et des cambriolages dans les pavillons autour* ». « *C'est vrai qu'en matière de cambriolage, on interpelle pas mal de jeunes filles et de jeunes*

garçons roms avec des tournevis, mais c'est vrai aussi qu'il n'y a pas qu'eux pour voler », nuance le commissaire.

« Les aires de nomade, c'est déjà compliqué, alors les campements illégaux ! »

L'existence de ce campement exaspère le maire qui admet pourtant qu'il n'a cherché à établir que « *très peu de contacts* » avec ses habitants. « *Les aires de nomade, c'est déjà compliqué, alors les campements illégaux ! À Ris, on a 1 200 demandes de logement social non satisfaites, dont certaines déposées depuis plus de quatre ans, alors vous imaginez bien que je ne peux pas faire passer leur dossier avant !* » lance-t-il alors même qu'aucune demande en ce sens ne lui a été faite. Dans son collimateur aussi, l'association locale au motif que « *sa position est qu'il ne faut pas les évacuer* ».

D'expulsion en expulsion, six au total, Moulin-Galant, Villabé, Tarterêts, Viry-Châtillon, Villemomble et Ris-Orangis, cela fait presque dix ans qu'Umberto séjourne en France. Parti de Roumanie en 2004, « *parce que c'était la misère* », il ne voit pas son horizon s'éclaircir.



Une femme sortant de chez elle. © SG

La rationalité des démantèlements en matière de politique publique est incertaine. Car pour l'administration aussi, le gâchis est énorme. Expulsées, les familles roms ne disparaissent pas dans la nature. Elles ramassent ce qui leur reste d'affaires et trouvent ailleurs où poser leurs bagages. À destination, les services municipaux, les enseignants, les éducateurs, bref les acteurs impliqués, doivent reprendre tout du début.

Malgré le changement de majorité, les vieux réflexes de rejet se reproduisent sur fond d'absence de solidarité intercommunale. La stigmatisation telle qu'elle a été orchestrée au haut niveau de l'État lors du quinquennat précédent a cessé, mais le ministre de l'intérieur Manuel Valls, ex-maire d'Évry en Essonne, a légitimé la poursuite d'une politique analogue, si bien que les pratiques se perpétuent. Les campements font peur au voisinage, mais les Roms, placés en situation d'insécurité, ont peur eux aussi de tout ce qui ressemble à un représentant de l'État.

Ce n'est pas *Le Mythe de Sisyphe* d'Albert Camus qui traîne dans la cabane d'Umberto, mais *L'Espoir* d'André Malraux, en version poche. Les pages du livre sont racornies. Gentiment, Sorina propose d'en faire cadeau. Elle désespère de pouvoir un jour apprendre à lire le français.